

APPEL DE LA LIBERTE

(LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE
REIMS-JUIN 77 - LONGWY , DENAIN , PARIS ,79)

SUIVI DE

POUR UNE COMPREHENSION REVOLUTIONNAIRE
DE L'ACTION DU POUVOIR ET DES SYNDICATS
DANS LES REGIONS DU NORD .

ET AUTRES TEXTES

AVERTISSEMENT

" L'APPEL DE LA LIBERTE " a été diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires, principalement dans les régions du nord de la France et à Paris, à la fin du mois de mai 79, comme contribution au mouvement de résistance-offensive révolutionnaire qui s'était développé jusqu'alors, comme apport au mouvement révolutionnaire en général.

La signature de la CONVENTION SOCIALE pendant l'été et la confusion qu'elle a engendré ayant transformé les données de la lutte des prolétaires des régions du nord et considérablement divisé et désorienté leur mouvement, il appartenait à la théorie révolutionnaire de dévoiler le sens de son contenu, d'analyser les manœuvres conjuguées du pouvoir et des syndicats, cette Sainte Alliance qui, en France comme ailleurs, s'efforce par tous les moyens d'endiguer et briser l'activité subversive du prolétariat: "POUR UNE COMPREHENSION REVOLUTIONNAIRE DE L'ACTION DU POUVOIR ET DES SYNDICATS DANS LES REGIONS DU NORD" a été diffusé à quelques milliers d'exemplaires dans les régions du nord entre novembre 79 et mars 80.

Les "QUELQUES EXTRAITS DE PRESSE", d'origines intentionnellement diverses, ont pour fonction de venir corroborer les thèses principales développées dans "L'APPEL DE LA LIBERTE" et "POUR UNE COMPREHENSION REVOLUTIONNAIRE DE L'ACTION DU POUVOIR ET DES SYNDICATS DANS LES REGIONS DU NORD".

Il nous a également paru important d'insérer deux textes relatifs à un autre moment déterminant de la guerre des classes des dernières années: ils ont trait à la fusillade ayant eu lieu à Reims le 5 juin 77 suite à la révolte des ouvriers des V.M.C. et qui fit apparaître une fois de plus la collusion contre-révolutionnaire du pouvoir et des syndicats sous la forme d'une division du travail répressif. Il s'agit, d'une part, du tract "ADRESSE AUX TRAVAILLEURS" diffusé en juillet 77 à plusieurs milliers d'exemplaires à Paris et à Reims et, d'autre part, d'un détournement de la C.G.T.-Reims sous forme d'affiche, également diffusée à quelques centaines d'exemplaires à Reims en juin 78.

L'ensemble de ces textes s'adressent y compris au mouvement en général ont été réunis dans la présente édition et sont diffusés dans toute la France.

La dépendance des capitalistes à l'égard du marché, la dépendance des capitalistes entre eux (débouchés, profits, concurrence, hiérarchie capitaliste, etc...), la dépendance des travailleurs salariés aux capitalistes, la dépendance des capitalistes aux travailleurs salariés, la dépendance et la soumission des capitalistes et des travailleurs salariés à la logique inhumaine et absurde du capital, produit la NON-LIBERTE CONCRETE DU TRAVAIL HUMAIN, EN GENERAL, LA SERVITUDE GENERALE. Et seuls les travailleurs révoltés -parce qu'ils sont absolument niés par cette logique inhumaine du capitalisme- peuvent LIBERER L'HUMANITE ES-CLAVE, DEPENDANTE DU CAPITAL. En eux réside la force qui peut supprimer le capital et engendrer le règne de la liberté. Eux seuls sont porteurs du PRINCIPE de la liberté. Eux seuls peuvent être les libérateurs de l'humanité et accomplir cette tâche historique D'INSTAURER LA LIBERTE TOTALE DANS LE MONDE.

Prolétaires !

Un nouveau stade, supérieur, de la crise française est désormais ouvert. A ceux qui n'iaient l'existence du mouvement révolutionnaire en France, de récentes EMEUTES et INSURRECTIONS (1) en ont prouvé la permanence.

Ce que démontrent les révoltes, les émeutes et les insurrections des derniers mois, c'est que les prolétaires ont su, dans les moments les plus radicaux de leur lutte, trouver leurs ennemis : les dirigeants, responsables et défenseurs du capital. En attaquant les chambres patronales, en s'affrontant directement avec les forces de l'ordre (les flics, rempart de l'Etat, défenseurs du capital et de l'ordre bourgeois), en attaquant des commissariats et une armurerie, des banques, en pillant des magasins et un supermarché, en débordant et boycottant les syndicats, leurs mots d'ordre modérateurs, en refusant - dans les moments les plus radicaux - leur stratégie réformiste, ces mêmes prolétaires ont prouvé qu'ils savaient RECONNAITRE LEURS VERITABLES ENNEMIS : l'Etat policier et sa cohorte de robots répressifs (C.R.S., gardes mobiles), les patrons ou équivalents, les différentes matérialisations du capital (détenteurs locaux de l'argent et de la marchandise), la bureaucratie syndicale qui ne vise qu'à BRISER et RECUPERER le mouvement et limiter les dégâts, aménager "pour le mieux" ce système oppressif et inhumain qui ne produit que misère, chômage et licenciements, exploitation et répression, servitude et aliénation générales.

Au moment où les prolétaires révoltés des régions en crise se rendent compte que leur survie même, gravement menacée, dépend de l'organisation capitaliste de la société, cette organisation, en fait, dépend d'eux (et des prolétaires révoltés en général) et peut-être par eux supprimée. (2)

Une chose est sûre désormais : les insurgés de DENAIN et de LONGWY ont vengé la sanglante répression qui a suivi la révolte des prolétaires des V.M.C. à REIMS en juin 77. Encore récemment, la bourgeoisie HUMILIAIT le prolétariat avec ses victoires. Mais aujourd'hui, c'est le prolétariat qui, avec ses victoires, la réduit toujours plus à l'IMPUISSANCE.

(1) EMEUTES à Valenciennes, Longwy, Caen, Saint-Chamond, Nantes, Saint-Nazaire, Clermont-Ferrand, Paris ; INSURRECTIONS armées du 24 Février à Longwy, des 7 & 8 mars à Denain.

(2) Si le pouvoir essaie d'imposer par la force le recyclage économique qu'il a déjà plus qu'esquissé, il sait désormais à qui il doit s'affronter. La justification économique des licenciements (les nécessités du "marché international" et la "rentabilité des entreprises") avancée par la droite, comme l'essai de "sauver l'essentiel" par l'aménagement DU PIRE (l'inhumaine condition de prolétaire) prônée par la gauche et les syndicats, ne peuvent masquer aux prolétaires L'ENJEU FONDAMENTAL qui se dessine dans ce moment particulièrement aigu de leur RESISTANCE-OFFENSIVE : accentuer cette offensive pour produire un ralliement à l'échelle nationale, supprimer le capital, l'organisation inhumaine de la société bourgeoise et leur être même de prolétaire, reprise révolutionnaire de tous les moyens de production à seule fin de produire L'HUMAIN.

La fusillade de REIMS, manoeuvre organisée par la bourgeoisie à l'aide d'hommes de main, est l'exemple des moyens extraordinaires que doit mettre en branle cette bourgeoisie lorsqu'elle se rend compte que son principe d'autorité - sa police - est IMPUISSANT à rétablir l'ordre et que par conséquent sa survie même en tant que classe dirigeante est menacée (le but de cette fusillade était, d'une part, de freiner l'OFFENSIVE des luttes prolétariennes en général et celle des prolétaires Reimois en particulier - en utilisant le TERRORISME, qui permit à la gauche, aux staliniens, et à leurs suiveurs gauchistes, de jouer la carte du faux "péril fasciste" (1), et par là de masquer la riposte bourgeoise au péril véritable : l'offensive du prolétariat - d'autre part de produire une répression EXEMPLAIRE visant à désorienter, terroriser et traumatiser les prolétaires en lutte, jeter la confusion). Quand les prolétaires apparaissent sur LE TERRAIN REVOLUTIONNAIRE, la bourgeoisie est elle-même contrainte de venir SUR CE TERRAIN, même si c'est en jetant la confusion et en brouillant les cartes.

Mais nous pouvons dire aujourd'hui que face à la CLARTE qu'a atteint le mouvement, le pouvoir n'a pas OSE réellement lui répondre.

Nous écrivions, suite à la sanglante répression de juin 77, que cette fusillade, l'acte par lequel la bourgeoisie tentait de conjurer la guerre civile, était en réalité SON PREMIER ACTE DE GUERRE CIVILE CONTRE LE PROLETARIAT ; que par conséquent les prolétaires N'AVAIENT PLUS A L'EVITER, MAIS AU CONTRAIRE A LA CONTINUER, A RIPOSTER A LA PREMIERE OCCASION ; cela a eu lieu à DENAIN et LONGWY où les insurgés ont ouvert le feu à plusieurs reprises sur les forces de police. Depuis, les événements récents ont démontré que l'OFFENSIVE PROLETARIENNE CONTINUE (2), et ce malgré la confusion systématique entretenue par les syndicats, la gauche et le pouvoir (3), malgré leurs actions méthodiques d'entrave et de modération, de récupération et de répression, qui n'ont qu'un seul but : empêcher au maximum les risques d'extension et de généralisation de la violence révolutionnaire, de GUERRE CIVILE GENERALISEE - éviter que le mouvement révolutionnaire en cours ne fasse tâche d'huile.

Les grèves, les occupations, les affrontements avec les forces de police, les actes de vandalisme (mises à sac, violence et destructions diverses), les révoltes, les émeutes et les insurrections ont été nombreux et peuvent dans l'avenir proche se multiplier. Le problème posé par ces luttes est celui d'une REELLE SOLIDARITE PROLETARIENNE, c'est-à-dire L'EXTENSION et la GENERALISATION de la violence révolutionnaire (tenir compte des nombreuses grèves dans d'autres secteurs, affrontements avec les forces de l'ordre, émeutes), l'AUTOGESTION DE CETTE VIOLENCE PAR LA BASE sur des objectifs précis (sur ce point, les prolétaires des régions du nord ont déjà donné et continuent de donner des exemples), l'établissement de LIAISONS PAR LA BASE entre foyers de lutte, en dehors des mots d'ordre des bureaucrates syndicaux ou gauchistes qui ne visent qu'à FREINER ET BRISER LE MOUVEMENT EN COURS - quand ils ne le répriment pas directement ou indirectement - en le cantonnant aux luttes réformistes (négociations, manifs pacifiques, marches encadrées, meetings - ennui sans perspectives autres que réformistes, occupations bidons, défense du "plein emploi", etc...).

(1) Les uns appelant à la dissolution des milices patronales et à manifester pacifiquement contre le "fascisme", les autres à "l'auto-défense du prolétariat", ceci dans un moment où il eut fallu au contraire riposter, continuer et GENERALISER l'offensive.

(2) Notamment lors du 1er mai où les émeutiers de LONGWY, boycottant les mots d'ordres modérateurs et pacifistes des syndicats (meeting appelant à "fêter" le travail non-libre dans le calme), ont de nouveau attaqué durant une journée le commissariat de police.

(3) Le pouvoir de la gauche, la gauche du pouvoir : la gauche et la droite sont le même pouvoir : l'Etat, le pouvoir de la bourgeoisie, sa domination de la société. La gauche et la droite défendent l'Etat

En cette période de crise, ces villes insurgées des régions du nord sont l'exemple de villes qui, au coeur de l'exploitation capitaliste, SE SONT INSURGÉES PENDANT PLUSIEURS JOURS, réduisant toutes les formes du pouvoir (droite et gauche, bourgeois et stalinien) à l'IMPUISSANCE(1).

Les fusillades de DENAIN et de LONGWY constituent une réponse à celle de REIMS démontrent le caractère contre-révolutionnaire de l'idéologie anti-fasciste colportée par les confusionnistes intéressés de la gauche(2) et leurs suiveurs gauchistes, et la PEUR DU POUVOIR n'osant, suite à cela, entamer aucune action de REPRESAILLES DIRECTES (3), prouvent que la bourgeoisie est aujourd'hui sur la défensive quasi-absolue et le prolétariat, au contraire, particulièrement offensif (cf. les nombreux appels au calme émanant aussi bien des flics que de la gauche et des syndicats). Le pouvoir, la gauche et les syndicats ont peur et tentent par tous les moyens D'EVITER ET DE CONJURER LA GUERRE CIVILE GENERALISEE face à la présence patente de la GUERRE CIVILE LOCALISEE (apparaissant en tant que MOMENTS).

La manifestation du 23 mars a illustré cette PEUR DU POUVOIR concrétisée dans l'étrange "mollesse" des forces de l'ordre que les racailles staliniennes n'ont pas hésité à stigmatiser, se mettant une fois de plus CLAIREMENT du côté de la répression en appelant à une répression accrue.

Que la presse de droite et de gauche ait réduit la violence des émeutiers (4) du 23 mars à celle de quelques "centaines de voyous" pour les uns et "provocateurs policiers" pour les autres, ne doit pas surprendre : il s'agit pour les instances du pouvoir -de droite et de gauche- de CRIMINALISER le mouvement afin de mieux réprimer dans le cadre "légal". Mais le mouvement révolutionnaire ne peut apparaître que CRIMINEL aux yeux de ceux auxquels il s'oppose. Aussi les prolétaires révoltés ne doivent pas avoir peur de telles épithètes s'ajoutant au flot de calomnies de la réaction de droite et de gauche, mais prouver toujours plus clairement PAR LES FAITS que les "voyous" et "provocateurs policiers" sont bien plutôt des REVOLUTIONNAIRES.

La C.G.T. et la gauche en général n'ont voulu voir dans l'émeute du 23 mars que la main provocatrice de BONNET. Selon eux ce ne serait pas la colère des prolétaires qui fut à l'origine de l'émeute mais une provocation sciemment mise en scène par le ministère de l'intérieur. Les meilleurs combattants de cette journée historique ont été mis à l'index comme des agents de la provocation.

(1) A Denain, les insurgés ne lisaient même plus les tracts C.G.T., tracts modérateurs visant à briser l'insurrection. Ils n'écoutaient pas plus les appels au calme et à l'arrêt de l'insurrection lancés par les dirigeants syndicalistes et jusqu'au maire "communiste" de la ville.

(2) intéressés au maintien de l'ordre bien sûr.

(3) Il faudra attendre les procès suite à la manif du 23 mars, c'est-à-dire des représailles effectuées dans le cadre de la pseudo-légalité.

(4) Il est évident que parmi eux, se trouvaient en grand nombre des prolétaires des régions du nord, de Paris, des chômeurs, des étudiants, lycéens, etc... Cette émeute, fruit de la colère de ces prolétaires, ne doit pas être confondue avec la violence idéologique colportée par les "autonomes" dont les actions de commandos reflètent leur idéologie de la violence séparée du mouvement révolutionnaire, permettant notamment leur mise en vedette, par les médias en général qui, par ce biais, falsifient la réalité du mouvement. Leur végétarisme offre une prise commode au pouvoir dans la recherche des boucs émissaires devant agir comme repoussoir. Le pouvoir utilise leur extrémisme spectaculaire pour masquer et mieux réprimer l'extrémisme réel du mouvement.

Mais ce n'est pas la présence de quelques provocateurs policiers -ayant servi de prétexte commode à la C.G.T. pour réduire l'émeute réelle à laquelle ont participé aussi bien des prolétaires parisiens que du nord, des étudiants, des chômeurs, etc..., à l'activité de policiers et de "voyous" - montée en épingle par la gauche en général, qui peut masquer les nombreux et importants débordements des partis de gauche et des syndicats qui ont eu lieu à ce moment comme ils avaient eu lieu de façon plus générale et éclatante à plusieurs reprises peu de temps auparavant dans les régions du nord.

Dans toutes les manifestations importantes, il y a des provocateurs. Les prolétaires le savent par expérience. La tâche des provocateurs est rendue difficile sinon impossible quand le mouvement est suffisamment offensif et radical pour les réduire à une IMPUISSANCE DE FAIT (et c'est le cas pour le 23 mars).

Et la C.G.T. qui espérait sans doute à cette occasion démontrer qu'elle pouvait encore freiner et contrôler l'offensive prolétarienne, s'est vue contrainte à cette fin de réprimer directement les révolutionnaires, rivalisant en ceci de façon notable avec les forces de l'ordre officielles (1).

Eléments du S.O. de la C.G.T. sauvant de la haine prolétarienne un des nombreux C.R.S. endommagés par les émeutiers.



Quand la guerre sociale se réaffirme, les syndicats qui étaient déjà ESSENTIELLEMENT les ennemis du prolétariat et les plus sûrs alliés du capital, le deviennent VISIBLEMENT.

(1) se reporter à la page suivante.

On avait déjà assisté à plusieurs reprises dans l'histoire récente du mouvement prolétarien à des mystifications aussi ignobles et ouvertes que celles de la bureaucratie stalinienne et réformiste envers les prolétaires révoltés (la révolte de REIMS et la carte du faux "péril fasciste" notamment). Les arguments qui ont servi à produire pareille confusion et mystification sont multiples. Mais l'essentiel de ceux-ci est celui des "provocations policières".

Tous ces arguments et agissements ne peuvent, au plus, que freiner momentanément un mouvement global et IRREVERSIBLE qui tourne en ridicule tous les efforts des falsificateurs du P.C.F. et des syndicats en faveur de la paix sociale.

Les prolétaires révolutionnaires de France ont, avec les événements de DENAIN et de LONGWY, et ceux du 23 mars, un tableau de ce que pourrait être demain un gouvernement de gauche. Il ne pourrait être qu'une tentative extrême pour sauver le régime bourgeois. Au travers des dirigeants socialistes et staliniens, réformistes en général, la gauche cherche à rallier la fraction la moins consciente et la moins radicale du prolétariat à cette opération contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de gauche, pour atteindre son but, ne pourrait qu'aggraver encore la situation matérielle des prolétaires. Ce gouvernement ne pourrait que réprimer et réprimerait par la FORCE (comme pour le 23 mars) ou par la RUSE (comme ce fut le cas entre autres à REIMS, à DENAIN et à LONGWY), toute tentative de lutte révolutionnaire du prolétariat (La FORCE quand on peut faire croire qu'on a affaire à des autonomes ou à des "provocateurs", la RUSE quand le mouvement est trop puissant et sans ambiguïté prolétarien et de masse).

Un gouvernement de gauche ne pourrait être que la continuation de la domination de la bourgeoisie avec la complicité des dirigeants des partis et syndicats de gauche.

Des procès ont eu lieu et dans les prochains mois de nombreux autres procès peuvent continuer la répression. Mais le VRAI PROCES s'est déjà déroulé et PEUT ENCORE se dérouler dans les villes de la France entière, il a été célébré dans les rues de CAEN, de VALENCIENNES, de DENAIN, de LONGWY, de SAINT-CHAMOND, de NANTES, de DUNKERQUE, de SAINT-NAZAIRE, de PARIS, de CLERMONT-FERRAND, de DRAGUIGNAN, de ROUEN, etc... (2). Des jugements ont été rendus, et d'autres vont et peuvent encore être rendus, mais le VRAI JUGEMENT a été rendu quand les insurgés de LONGWY et de DENAIN ont ouvert le feu à plusieurs reprises sur la police. Et peut-être ENCORE rendu. L'ETAT, tous ses représentants et défenseurs, et ses chiens de garde policier (C.R.S., C.G.T., même combat), peuvent ENCORE payer cher l'outrance des dernières condamnations, vengeance "légaliste" basée sur la peur.

(1) L'important encadrement para-militaire de la manif a dû réprimer immédiatement tout mouvement de révolte. Ce jour-là, pour la C.G.T. plus que pour les C.R.S., le danger réel était le prolétaire révolté. Ceux des ouvriers (et prolétaires en général) qui ont pu affronter les forces de l'ordre avaient déjà dû battre leur propre police.

(2) Et postérieurement à la première diffusion de l'Appel, à NIMES, à AJJACCIO, à CHERBOURG.

Ce que démontre l'ignominie de ces récentes caricatures de procès se voulant une répression EXEMPLAIRE ainsi que la ridicule et inadmissible interdiction de "manifester" dans les villes promulguée par GISCARD, c'est que le gouvernement est depuis longtemps préparé à violer les lois mêmes de son Etat parce que dans un moment de CRISE REVOLUTIONNAIRE dans laquelle l'existence de l'Etat est en jeu, il n'existe pour le gouvernement QU'UNE SEULE ET INVIOLEABLE LOI : LA SURVIVANCE DE L'ETAT (cf. les arrestations préventives, les peines démesurées pour la plupart, la recherche de boucs émissaires, les "délits d'intention", l'amalgame opportuniste et injustifiable flagrants délits / loi anti-casseur, etc...).

L'émeute du 1er mai à LONGWY - dont le principal prétexte fut le désir de protester contre l'incarcération d'un camarade - constitue une première riposte à ces condamnations pseudo-légales fondées sur la PEUR et l'IMPUISSANCE du pouvoir à se mettre en jeu sur le mode de représailles DIRECTES (il s'agit là de vengeance indirecte) et prouve que L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE continue. Cette émeute démontre également le caractère visiblement contre-révolutionnaire de cette "fête" du travail non-libre puisque la C.G.T. a essayé de s'en servir comme prétexte pour détourner les prolétaires d'une action révolutionnaire (l'attaque d'un commissariat, une journée d'émeute), cherchant encore une fois à épuiser les énergies potentiellement insurrectionnelles dans des slogans inoffensifs ("défendons notre emploi" au lieu de "à bas le travail salarié !"). Ayant partiellement échoué dans cette manoeuvre de diversion, la C.G.T. a laissé le soin de calomnier ce qu'elle n'avait pas su empêcher au maire stalinien de la ville qui n'a pas eu peur de déclarer qu'il s'agissait "d'une pincée (sic) d'individus assez troubles (sic) auxquels se sont mêlés quelques travailleurs abusés (sic)" ; alors qu'il s'agissait de toute évidence - et même en ne s'en tenant qu'aux déclarations des organes de presse dont on connaît dans ces cas les capacités minimisantes et falsificatrices - de plusieurs centaines de prolétaires révoltés, troubles fête désabusés du travail salarié, et notamment de ses mensonges comme de ceux de ses amis syndicalistes.

Nous ne devons jamais l'oublier, notre terrain n'est pas LE TERRAIN DU DROIT, c'est le TERRAIN DE LA REVOLUTION. Le gouvernement de son côté, finalement, abandonne toujours plus l'hypocrisie du terrain légal ET SE PLACE SUR LE TERRAIN REVOLUTIONNAIRE, parce que le terrain contre-révolutionnaire est aussi révolutionnaire.

Prolétaires !

Maintenant l'issue de la crise actuelle réside essentiellement dans l'action des prolétaires insurgés des régions du nord et dans le ralliement qui peut s'effectuer entre eux et les prolétaires révoltés de la France entière. La crise révolutionnaire française doit maintenant continuer à se compliquer jusqu'à ouvrir la voie à sa SIMPLIFICATION radicale.

Si pour le soulèvement de REIMS tous les groupes politiques de la gauche, du P.C.F. aux gauchistes, avaient brandi la carte du faux "péril fasciste" - c'est-à-dire de la "provocation fasciste" - pour empêcher que la révolte ne se transforme en émeute, ou en insurrection, dans le cas des insurrections de DENAIN et de LONGWY (et de l'émeute du 23 mars) les mêmes brandissent la carte de la "provocation policière" pour MASQUER aux prolétaires français LA VERITABLE RESISTANCE-OFFENSIVE de leurs camarades des régions du nord, leur demandant de manifester pacifiquement contre "les violences et provocations policières", au lieu de les appeler à se solidariser à leurs luttes, ceci afin de diviser le prolétariat.

C'est ainsi que le pouvoir (sa fraction de gauche) a dû brûler une carte politique essentielle à jouer devant la menace de guerre civile généralisée, la carte de la "provocation policière", dans le but de mystifier le prolétariat, de freiner et briser son offensive. De plus, la carte avec laquelle la gauche du pouvoir tente de conjurer la guerre civile généralisée fait apparaître dans toute sa clarté aux prolétaires DIRECTEMENT CONCERNES l'évidence de son mensonge. Cette carte est destinée à rallier la fraction la moins radicalisée du prolétariat aux perspectives sans issue de la gauche et des syndicats, à la rassembler pour la "défense de l'emploi" et dans un but électoraliste.

Si suite aux événements de REIMS, il y avait surtout eu une farce de solidarité platonique de tous les groupes politiques de la gauche, du P.C.F. aux gauchistes, aucun groupe de politiciens n'ose maintenant appuyer réellement les insurrections de DENAIN et de LONGWY, parce qu'aucun n'ose admettre son propre démenti. Et tous deviennent directement ou indirectement les calomniateurs et les opposants actifs au mouvement qui les démasquera (et DEJA les démasque). Ce n'est pas un hasard si, en même temps que les renforts de police arrivés pour réprimer les insurrections, les trotskystes de la L.C.R. et autres bureaucrates gauchistes sont montés à LONGWY et DENAIN pour récupérer le mouvement, se couvrant une fois de plus de ridicule. Il n'y a pire insulte aux PRODUCTEURS DE MENSONGES que de dire la vérité. Mais dire la vérité est l'avantage et le DROIT des révolutionnaires. Nous le disons clairement : l'intervention massive des C.R.S. et des gardes mobiles, l'état de siège, est la VERITABLE CONQUETE des insurrections de DENAIN et de LONGWY. Pourquoi, en vérité, y-a-t-il eu l'état de siège ? Parce que des villes se sont insurgées et que sont apparues les armes. ET ALORS, VIVE L'ETAT DE SIEGE DANS TOUTES LES VILLES ! (1).

DENAIN et LONGWY ont finalement été les premières INSURRECTIONS véritables du mouvement révolutionnaire en cours. Insuffisantes, incomplètes, mais surtout FALSIFIEES et CALOMNIEES, elles ont le mérite d'avoir terminé la période des simples révoltes prolétariennes rapidement réprimées comme DRAGUIGNAN, comme ROUEN, comme REIMS, comme ARLES, comme CAEN, comme les prisons, etc..., et a finalement ouvert la période des insurrections ARMEES. A DENAIN et LONGWY, pour la première fois en FRANCE depuis 68, l'Etat s'est vu LONGUEMENT et DIRECTEMENT combattu, le principe d'autorité s'est vu DURANT DES JOURS IMPUISSANT à rétablir l'ordre dans la rue, et cette IMPUISSANCE démontre son extrême FAIBLESSE et est sa NEGATION. Ces insurrections sont l'exemple de SOULEVEMENTS qui ont rallié TOUTE UNE POPULATION contre l'Etat (matérialisé dans ses instances répressives et marchandes : police, syndicats, magasins, patronat, commissariats, banques, etc...). Il ne faut donc pas s'étonner des nombreuses et réelles insuffisances et faiblesses de ces insurrections (inconscience partielle du mouvement à propos de sa force REELLE et ce sur quoi il pouvait déboucher, notamment), mais plutôt reconnaître quelle a été leur FORCE. C'est l'exemple de ce que ces insurrections ont produit de meilleur (débordements des syndicats, auto-organisation à la base, lutte sans concession contre la police, ralliement des populations, détournement de matériel industriel à des fins insurrectionnelles, utilisation d'armes, pillages de magasins, attaques de commissariats, de locaux patronaux, de banques, sabotages) qui est destiné à être transmis et reproduit.

(1) Le lundi 7 mai, LONGWY était de nouveau en état de siège, au bord de l'émeute, ou de l'insurrection. De nombreuses forces de police sont venues de différentes villes du nord. Seul un mensonge du directeur d'Usinor ("Je ne me considère pas séquestré") a évité de justesse de nouveaux affrontements avec la police. UNE IMPORTANTE PARTIE DE LA POPULATION de Longwy avait déjà rejoint les occupants d'Usinor. Seul le passage des occupations (largement organisées par la C.G.T.) à l'émeute ou à l'insurrection peut de nouveau transformer la lutte en lutte révolutionnaire. LA RESISTANCE-OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE CONTINUE !

L'autre conquête des insurrections de DENAIN et LONGWY est d'avoir montré clairement aux prolétaires du sud et du nord le rôle essentiellement mystificateur, répressif et policier, du parti dit communiste et des bureaucraties syndicales en cette période révolutionnaire.

Prolétaires !

Le problème PRATIQUE que les émeutes et insurrections récentes et les luttes sanglantes des dernières années ont OBJECTIVEMENT posé aux prolétaires français (et immigrés) n'est pas celui du désarmement des dits fascistes ou celui de la dissolution des milices patronales, ni même celui de la neutralisation des "provocateurs policiers", comme la gauche et les racailles stalinienne voudraient bien nous le faire croire, MAIS CELUI DE L'ARMEMENT GENERAL DU PROLETARIAT.

Le pouvoir qui existe actuellement est la NEGATION franche de notre vie, de notre humanité, de notre LIBERTE, nous ne pouvons que le haïr et le nier, le supprimer, si nous voulons conquérir la VRAIE VIE et la LIBERTE TOTALE, ABSOLUE.

Nous ne devons rien à personne parce que nous ne possédons RIEN QUE NOTRE FORCE DE TRAVAIL que la classe dirigeante exploite. Mais c'est justement pour cela que nous sommes les créateurs les plus menaçants ! Que cette force de travail devienne force de travail de la révolte - au lieu d'être force de travail exploitée, aliénée, non-libre - FORCE DE TRAVAIL DE LA LIBERTE EN MARCHÉ (1), et nous aurons TOUT, la totalité du monde, si nous parvenons à vaincre, à conquérir la liberté totale, absolue.

Les policiers ne sont pas notre seule cible : il y a aussi la gauche, les stalinien du P.C.F., les bureaucrates syndicaux, les gauchistes, qui nous préparent un "socialisme" qui supposerait l'ETAT, l'argent, le salariat, la police "démocratique", l'armée, c'est-à-dire la pire des exploitations, des aliénations, la non-liberté totale, achevée.

Prolétaires !

Les prolétaires insurgés des régions du nord ont aujourd'hui riposté au premier acte de guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat. Ils ont eux-mêmes accompli leurs premiers actes de guerre civile contre la bourgeoisie. IL NE S'AGIT DONC PLUS POUR LE PROLETARIAT DE S'ARRETER LA, MAIS AU CONTRAIRE DE CONTINUER ET DE VAINCRE.

Et celui-ci a désormais commencé à comprendre à la lumière de nombreuses luttes que ce n'est pas par la violence PARTIELLE qu'il peut vaincre, mais par l'autogestion TOTALE de la violence révolutionnaire et l'armement général des prolétaires organisés en Assemblées Autonomes. Il sait donc désormais qu'il ne peut repousser définitivement qu'AVEC LA REVOLUTION l'idéologie de la violence ainsi que la violence de l'idéologie.

PROLETAIRES ! NE NOUS LAISSONS PAS ARRETER LA :
LE POUVOIR ET SES ALLIES ONT PEUR DE TOUT PERDRE.
NOUS NE DEVONS PAS AVOIR PEUR D'EUX ET SURTOUT PAS
NOUS MEMES :
"NOUS N'AVONS RIEN A PERDRE QUE NOS CHAINES ET TOUT
UN MONDE A GAGNER".

NOUS SOMMES LES COMBATTANTS DE LA LIBERTE,
EUX NE SONT QUE DES ESCLAVES SATISFAITS
DE LEUR SERVITUDE !

(1) Guerre de la liberté.

A BAS L'ETAT !
A BAS LE CAPITAL !
A BAS LE SALARIAT !
A BAS L'ENNEMI BOURGEOIS DE DROITE COMME DE GAUCHE !
A BAS LA BUREAUCRATIE SYNDICALE ET STALINIENNE !
VIVENT LES PROLETAIRES REVOLUTIONNAIRES QUI DANS
TOUTE LA FRANCE BOYCOTTENT ET DEBORDENT
LES PARTIS DE GAUCHE ET TOUS LES SYNDICATS !
VIVENT LES LUTTES SAUVAGES DES PROLETAIRES DES
REGIONS DU NORD !
VIVE L'AUTOGESTION TOTALE DE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE !
VIVE LE POUVOIR ABSOLU DES ASSEMBLEES AUTONOMES
D'EX-PROLETAIRES !
VIVE LE REGNE DE LA LIBERTE ABSOLUE !

DES PROLETAIRES REVOLUTIONNAIRES.
Début mai 79 (Paris),

NOTA : ce texte a été revu en novembre 79 et comporte, d'une part, la correction de quelques erreurs de frappe et de quelques inexac-
titudes dûes à des défauts d'information, d'autre part, un léger
remaniement.

P.S. : Depuis l'impression et la diffusion de l'Appel, deux évènements notables
sont survenus, venant confirmer la pertinence de ses thèses essentielles, à sa-
voir : d'une part, l'existence dans le processus de lutte des prolétaires des
régions du nord d'un courant radical menant la lutte sur le terrain révolution-
naire, d'autre part, la peur et le recul du pouvoir face à cette résistance-of-
fensive révolutionnaire.

1- L'émeute du 17-18 mai à Longwy a démontré une fois de plus (et peut-être pas
la dernière) la détermination des prolétaires à quitter le terrain réformiste
pour affronter directement le maximum de matérialisations du pouvoir capitaliste,
allant jusqu'à attaquer les banques en dévoilant la réalité inhumaine et anti-
sociale du capital : "Ilyen a marre du fric qui nous fait mourir". Le besoin
d'argent, c à d la nécessité de se salarier, est bien ce qui produit notre néant,
notre misère fondamentale, notre survie d'esclaves.

2- Suite à cette émeute, quelques participants ayant été arrêtés en flagrant
délit (de violences diverses) et devant être condamnés, les représentants du
pouvoir les ont purement et simplement relâchés (en se contentant de les garder
sous contrôle judiciaire) en raison du rapport de force : le prolétariat révolté
de Longwy semblait prêt à repartir à l'assaut des forces du Vieux Monde. Cela
a suffi aux agents de la répression pour être plus qu'indulgents : absents
(par contre, à Paris, les procès du 23 mars continuaient : peines très lourdes
pour d'hypothétiques et présumés coupables).

POUR UNE COMPREHENSION REVOLUTIONNAIRE DE L'ACTION DU POUVOIR ET DES
SYNDICATS DANS LES REGIONS DU NORD .

Prolétaires !

En réponse à la montée menaçante du mouvement révolutionnaire au cours du premier semestre 79, mouvement qui s'est affirmé avec CLARTE malgré l'action méthodique d'entrave et de modération, de récupération, des bureaucrates syndicaux et des partis de gauche, malgré la confusion et la répression systématiques produites par tous les organes du pouvoir (de droite et de gauche), le gouvernement s'est vu contraint de jouer

LA CARTE DE LA DIVISION pour tenter de conjurer la situation qui faisait apparaître le risque d'une révolution (1). Cette carte est la CONVENTION SOCIALE, signée fin juillet par la majorité des syndicats. Ce PROCESSUS DE DIVISION est en train de s'effectuer sous nos yeux.

Toutes les mesures contenues dans la convention sociale (pré-retraites, primes de départ, mutations) n'ont qu'un seul but : diviser les prolétaires, les éparpiller dans le pays, les éloigner les uns des autres, faire éclater leur RASSEMBLEMENT et leur lutte unitaire, pour EVITER QUE LA LUTTE RADICALE ET DANGEREUSE DU PREMIER SEMESTRE 79 PUISSE CONTINUER. LA CONCENTRATION et la détermination des travailleurs révoltés a été jugée très dangereuse, on tente par tous les moyens de les SEPARER et les ATOMISER.

SEPARER, morceler l'intérêt des prolétaires en le posant dans les termes de l'exploitation et de la misère, en termes marchands, séparer les prolétaires dans le temps et dans l'espace (pré-retraites en 80, 81, etc, mutations échelonnées, primes de départ et dissémination à plus ou moins long terme), a pour fonction de les empêcher de se révolter UNITAIEMENT contre le capital, l'exploitation et la misère, leur non-liberté, de les empêcher d'agir dans leur VERITABLE INTERET : continuer la lutte révolutionnaire contre la société capitaliste et son organisation répressive pour la supprimer.

Seules la lutte radicale et exemplaire du premier semestre 79 et la peur du pouvoir et des syndicats, peuvent expliquer ces mesures de division, de sabotage du mouvement révolutionnaire.

LE POUVOIR ET LES SYNDICATS TENTENT DE SEPARER AUTANT QU'ILS LE PEUVENT LES PROLETAIRES DES REGIONS DU NORD DANS LE BUT DE BRISER DEFINITIVEMENT TOUTE POSSIBILITE DE REPRISE UNITAIRE DE LEUR LUTTE REVOLUTIONNAIRE.

LE POUVOIR, PAR LE BIAIS DE LA CONVENTION SOCIALE, ESPERE AVOIR REUSSI A ACHETER LA PAIX SOCIALE.

Mais la révolte, la mise en cause de cette paix sociale, même si elle était partie de revendications particulières, avait vite revêtu à des moments précis un caractère de protestation contre LA TOTALITE du système (émeutes et insurrections : affrontements d'une rare violence avec C.R.S. et Gardes Mobiles, principe d'autorité du système, armée de la bourgeoisie, rempart de l'Etat ; attaques à l'en-

(1) Bien qu'au cours du premier semestre 79 le mouvement révolutionnaire français se soit affirmé en de nombreux autres lieux, les régions du nord furent son point culminant, le lieu où pouvaient être rendues possibles ses chances de GENERALISATION.

contre de la plupart des INSTITUTIONS BOURGEOISES : chambres patronales, banques, édifices publics ; attaques de magasins, notamment d'un supermarché et d'une armurerie, diverses occupations et actes de vandalisme, sabotages répétés, utilisation d'armes à feu à plusieurs reprises, attaques de commissariats, blocages de routes, c'est-à-dire de la circulation de la marchandise, détournements de marchandises à des fins insurrectionnelles : alcools, pneus, boulons, matériaux et engins industriels divers, séquestrations de patrons ou équivalents, boycott des directives syndicales, débordements nombreux et répétés des syndicats)(1), visant donc quelque chose qu'aucune prime ou aménagement matériel ne pourront jamais accorder.

En même temps, le caractère complexe et contradictoire du mouvement (portant en partie sur des revendications économique-professionnelles -réformistes- et d'autre part, quoiqu'apparemment d'une façon insuffisamment consciente pour une partie des prolétaires, sur le dépassement de ce statut économique-professionnel -le statut de salarié- par le passage sur le terrain révolutionnaire dans les moments les plus radicaux) offrait partiellement prise aux avances de paix du pouvoir, qui est toujours disposé à donner de l'argent et accorder des aménagements quand son existence même est mise en cause (cf. par ex. les accords de Grenelle en 68).

Quand aux syndicats, qui voyaient approcher avec effroi le moment où la continuation de l'action autonome des ouvriers sidérurgistes et prolétaires ralliés en général aurait achevé de dévoiler leur rôle contre-révolutionnaire de NEGOCIATEURS DE LA MISERE, ils n'ont pu qu'accueillir avec soulagement et se rendre complices de la manoeuvre du pouvoir gouvernemental et industriel, à défaut de laquelle ils auraient perdu le peu de crédibilité qui leur restait auprès de certains travailleurs, car confrontés à une révolte accrue de plus en plus difficile à gérer, contrôler, et à court terme à réprimer.

Au niveau national, seule la C.G.T. a fait mine de ne pas trouver tout excellent dans le menu patronal, trouvant là une occasion qui lui permettait, sur un point de détail (les mutations), de se démarquer des autres syndicats et de se montrer plus "radicale". La non-signature de la convention a été de toute évidence une tactique de la C.G.T. destinée à la faire apparaître plus "combative" que le front uni des autres syndicats, plus "révolutionnaire" (la dernière grève avec occupation à Usinor DENAIN l'a prouvé. Durant ce conflit, la C.G.T. a dénoncé les autres syndicats comme étant réformistes (!) utilisant une phraséologie révolutionnaire pour masquer sa propre réalité REFORMISTE). Par ce biais, la C.G.T. essaie d'exploiter et de récupérer le refus d'obéir docilement au plan et manoeuvres de division du gouvernement et du patronat en parachutant ses objectifs et mots d'ordre REFORMISTES (maintien de la production de l'acier et de la fonte, travailler et vivre au pays), objectifs qui apparaissent d'ailleurs SANS ISSUE (intransigeance du gouvernement et du patronat -qui n'ont pas reculé d'un pouce sur leur plan initial- motivée par la logique internationale du capital, la rentabilité et la loi du profit. Ils n'ont cédé que sur la forme (aménagements divers) mais non sur le contenu, sur l'essentiel : suppression massive d'emplois). Ces objectifs paraissent n'être là que pour tâcher de donner un sens réformiste à ce qui subsiste de révolte dans la région de DENAIN.

(1) La RESISTANCE au plan et aux dictats du pouvoir s'est transformée à de nombreux moments en ATTAQUE du système, en OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE.

La prime de départ n'est qu'une manoeuvre de division, de confusion et de poudre aux yeux dont le but IMMEDIAT est de clairsemer le nombre des prolétaires en lutte et par là essayer d'éviter un NOUVEAU risque d'explosion sociale (la continuation du processus du premier semestre 79), la reprise de la lutte révolutionnaire. De plus, elle est une fausse réponse donnée au problème des licenciements massifs et à son corollaire, le chômage, une RUSE destinée à faire accepter à des milliers de salariés d'être à court terme et malgré tout jetés sur le pavé, une façon de les tromper. Les nombreux jeunes -et moins jeunes- qui l'ont acceptée, ont en réalité et pour la majorité d'entre eux accepté leur licenciement puisqu'ils iront dans quelques mois grossir la liste des demandeurs d'emploi. Par cette TROMPERIE le pouvoir pense d'une part désamorcer la révolte DANS L'IMMEDIAT, d'autre part parvenir à ses fins A PLUS LONG TERME : restructurer, c'est-à-dire en réalité licencier des milliers de travailleurs (1). En ce sens, il serait plus juste d'appeler la prime de départ "PRIME DE LICENCIEMENT", "Cadeau" qu'il pense d'ailleurs financer -tout comme celui des pré-retraites- sur le dos des salariés. Le fait qu'une partie des prolétaires se soit résignée à accepter l'AUMONE qu'on lui offrait prouve que nombre d'entre eux n'ont pas vraiment pris conscience de la FORCE du mouvement UNITAIRE du premier semestre 79 et ce sur quoi il pouvait déboucher (la révolution). Ce qui explique qu'ils aient pu prêter le flanc aux manoeuvres de division du pouvoir et des syndicats. De plus, la LUTTE REELLE qui avait posé l'ENJEU REEL s'était déroulée ailleurs qu'autour d'une table de négociation, c'est-à-dire dans les rues de Valenciennes, de Longwy, de Denain et de Paris, et c'est LA qu'elle aurait dû trouver sa SOLUTION RADICALE si elle avait su et pu produire un ralliement au niveau d'autres villes, d'autres usines, du pays.

Mais malgré la FORCE évidente du mouvement (apparaissant notamment dans la peur et le recul du pouvoir, sa défensive quasi-totale dans les moments les plus radicaux), la CONSCIENCE-de ses possibilités conquises, de l'enjeu qu'il avait créé, du POSSIBLE qu'il découvrirait- EST CE QUI A LE PLUS MANQUE, et cela a constitué sa FAIBLESSE. Un ralliement révolutionnaire, une solidarité active au niveau du pays, ne pouvaient avoir lieu qu'au prix du rejet TOTAL de la bureaucratie syndicale et d'une OFFENSIVE ARMEE plus générale et accrue. Ce ralliement est ce qui a fait le plus défaut, malgré une ébauche aux alentours du 23 mars (grèves ou occupations dans les P. et T., les assurances, les banques, certaines usines parisiennes, ralliement de prolétaires parisiens lors de l'émeute du 23 mars). Et aujourd'hui encore, la LUTTE REELLE qui peut poser L'ENJEU REEL, ne peut avoir lieu en-deçà de cette CONSCIENCE et d'une REUNIFICATION MAXIMUM DU MOUVEMENT de révolte contre le capital.

Un ralliement possible est ce que le pouvoir a craint le plus. Cette peur a été exprimée par de nombreux journalistes par des formules telles que : "sommes-nous à la veille d'un nouveau 68 ?" ou : "Il suffit d'une maladresse des forces de l'ordre pour tout faire exploser", ou encore : "compte-tenu des nombreuses émeutes, grèves ou occupations en France, la colère peut s'étendre très vite". Et apparemment le pouvoir a tout fait pour éviter toute "maladresse" dans les moments les plus durs. Comment expliquer autrement qu'il ait supporté SANS REPLIQUER les différentes fusillades dont ses troupes ont été la cible ? Le pouvoir a COMPRIS que le moment était explosif et que, par exemple, un (ou des) mort parmi les ouvriers (ou prolétaires en général) et des blessés graves consécutifs

(1) Ceci dans un moment historique de CRISE GENERALE de la société. Ne serait-ce que pour le chômage, chiffres jamais atteints depuis des décennies.

à une RIPOSTE ARMÉE, auraient pu avoir des conséquences incontrôlables. Mais si le pouvoir, par son attitude PASSIVE dans les moments les plus dangereux pour lui, n'a pas favorisé une radicalisation accrue et un possible ralliement, les syndicats, de leur côté, s'y sont opposés ACTIVEMENT : alarmisme ("Il faut rentrer dans l'usine, il y a 5000 gardes mobiles et C.R.S. dans la région, ils vont vous massacrer": le maire de Trith St Léger, le 7 mars à Denain), appels réitérés et pressants à mener la "lutte" dans les usines, jeter le discrédit sur les prolétaires concernés ou ralliés extérieurs à la sidérurgie (cloisonner le mouvement), actions bidons visant à neutraliser la violence, propagande et actions chauvines, etc... Il a fallu aussi empêcher toute communication révolutionnaire possible, toute liaison entre les prolétaires des régions du nord et ceux des autres parties du pays, et surtout falsifier la réalité de leur lutte en la réduisant à la défense de l'emploi (de l'aliénation, l'exploitation et la misère) et à la riposte aux "provocations policières", occultant son caractère de RESISTANCE-OFFENSIVE. C'est là le domaine d'action des syndicats qui, par le MONOPOLE de l'information (l'organisation des liaisons ENTRE EUX, c'est-à-dire l'organisation de LEURS manifs et l'imposition de LEURS mots d'ordre), essayent de cloisonner les luttes en les isolant sur le plan local et en les séparant sur celui des revendications, utilisent le mensonge et la calomnie pour falsifier et cacher le caractère d'une lutte, d'une révolte, d'une émeute précise (les mensonges et les calomnies des syndicats et des partis de gauche en rapport aux événements du nord ne se comptent plus. SEGUY affirmant par exemple à la radio, au moment de l'attaque du commissariat de DENAIN : "Il ne reste dans la rue que des provocateurs et quelques ouvriers abusés"). Le SABOTAGE par les syndicats et les partis de gauche de la SOLIDARITE ACTIVE qui aurait pu se manifester en France au moment des événements du nord (grèves, occupations, manifestations, violents affrontements avec la police, rejet des bureaucrates syndicaux, etc.), fait apparaître la nécessité pour les prolétaires dès qu'une lutte devient radicale et se trouve obligatoirement confrontée aux manoeuvres de division, de confusion et falsification des syndicats et des partis de gauche, de créer leurs propres moyens d'information et de liaison, pour pouvoir communiquer SANS INTERMEDIAIRES.

Un exemple peut illustrer cette stratégie de monopole de l'information par les syndicats. Il s'agit de "l'insurgé du crassier", journal de la C.F.D.T. Longwy. Cette caricature "d'information libre" (car il ne peut y avoir d'information libre que provenant du parti de la liberté) est d'autant plus intéressante à observer qu'elle est implantée dans un des lieux les plus chauds et donc a été en contact direct avec "l'évènement", bien sûr, mais aussi avec ceux qui le font. Dans ces conditions, mentir et calomnier peut-être malaisé et parfois même dangereux... C'est pourquoi la C.F.D.T. Longwy a choisi la fuite en avant dans la démagogie et entretient ses lecteurs du rôle néfaste de la bureaucratie syndicale et se fait porte-parole enthousiaste des conseils ouvriers!... "L'insurgé du crassier" représente la tentative de la part de la C.F.D.T. Longwy de récupérer la frange la plus extrémiste des prolétaires de Longwy et sa région. Pour cela ce journal n'hésite pas à utiliser une phraséologie franchement révolutionnariste (critique des partis et des syndicats, autonomie à la base, conseils ouvriers, etc.) de peur sans doute que les prolétaires, laissés à eux-mêmes, puissent penser à s'organiser de façon autonome en dehors et contre les syndicats et les partis. Mais le contenu réformiste de ce journal contredit absolument son titre. Ainsi pour cet "Insurgé" il n'y aurait pas eu d'insurrections à Denain et à Longwy mais de simples "mesures de défense" face à la "violence du patronat" et bien sûr, "aucune action n'a été menée en dehors des syndicats". Cette démarche de la C.F.D.T. Longwy peut être mise en parallèle avec l'attitude de la C.G.T. qui, refusant de signer la convention sociale, accuse les autres syndicats (C.F.D.T. en tête) de "réformisme". On assiste ici à une division du travail bureaucratique visant à empêcher que des prolétaires "incontrôlés" puissent s'organiser en fraction anti-syndicale ET MENER UNE LUTTE REVOLUTIONNAIRE EN DEHORS DE LEURS MOTS D'ORDRE ET OBJECTIFS. Cette surenchère à l'extrémisme verbal prouve, en négatif, qu'une frange réellement extrémiste, radicale, EXISTE, même si elle a eu quelques difficultés, jusqu'à maintenant, à s'exprimer en son propre

nom. D'autre part, à en croire ce journal, la violence n'aurait été produite que par des "provocations policières" rejoignant par là les analyses et mots d'ordre confusionnistes et mensongers de toute la gauche. La violence, dans les régions du nord, est apparue en tant que PROCESSUS de guerre révolutionnaire, et son ORIGINE est le REFUS par la base du plan du pouvoir et non les "provocations policières". Ce refus est à l'origine de la RESISTANCE-OFFENSIVE que TOUS les syndicats et partis ont essayé d'endiguer et briser dans les moments culminants.

Le mouvement révolutionnaire est la guerre de la liberté contre ses ennemis, et sa force même les contraint à se déguiser en amis de la liberté, à utiliser à des fins oppressives une idéologie de la liberté. A ce propos, il s'agit de comprendre l'utilisation des radios "libres" par les syndicats et les partis de gauche comme faisant partie de la vaste campagne idéologique de ceux-ci au sujet de la "liberté" (et des "libertés"), et en tant que NOUVEAU MONOPOLE aux mains des ennemis de la liberté. Ces radios sont pour le moment aux mains de nos ennemis (1) -gauche stalinienne et "socialiste"- à des fins de contrôle et de contrainte, de manipulation et de confusion (par ex. à Longwy), complices du capitalisme face au mouvement révolutionnaire, visant à reproduire le capital sous une forme bureaucratique. Leur pseudo-liberté, leur idéologie de la liberté, n'est que DEPLACEMENT du monopole radio actuel de la fraction de droite du pouvoir, prise en main par sa fraction de gauche d'un NOUVEAU MONOPOLE, et cela dans un double but : diffuser son idéologie confusionniste et contre-révolutionnaire, donner L'ILLUSION que cette démarche est porteuse de liberté, va dans le sens de la libération sociale (par ex. le quotidien du P.C.F dans la région Nord-Pas-de-Calais s'intitule "liberté"). Mais leurs radios dites libres -tout comme leurs journaux- ne sont que radios d'esclaves satisfaits de leurs servitude, visant à reproduire leur esclavage et l'esclavage en général (qui se rêvent futurs gérants de la misère et de l'esclavage, et y compris de leur PROPRE misère et esclavage). LEUR PSEUDO-LIBERTE EST DEPENDANCE ET SOUMISSION ABSOLUES A L'EGARD DU CAPITAL. DEPENDANCE QU'ILS NE VEULENT PAS DETRUIRE MAIS REPRODUIRE, CAPITAL QU'ILS NE VEULENT PAS SUPPRIMER MAIS SERVIR. L'utilisation vraiment libre de la radio, comme de tout autre moyen de communication quel qu'il soit, ne peut-être effective qu'au sein du mouvement qui a pour but la suppression TOTALE de la dépendance au capital et à la marchandise, la suppression TOTALE de la non-liberté en général. La LIBERTE REELLE ne peut exister qu'au sein de ce mouvement de NEGATION REELLE du capital, comme PRINCIPE DE NEGATION de la dépendance au capital. Ce mouvement d'indépendance, d'autonomie, apparaît en tant que MOMENT(S) dans le refus du capitalisme sous toutes ses formes, dans la guerre révolutionnaire -la guerre de libération INTERNATIONALE. Dans ce mouvement de révolte contre le capital apparaît le PRINCIPE DE LA LIBERTE, l'indépendance par rapport au capital et son idéologie, l'autonomie révolutionnaire. L'émancipation TOTALE de l'humanité passe par la victoire TOTALE de ce principe, c'est-à-dire l'anéantissement TOTAL de ce qui lui est opposé. Aujourd'hui, le mouvement de la liberté doit SAVOIR reconnaître ses ennemis pour POUVOIR les combattre. Et le dégoût d'être esclave doit devenir un sentiment révolutionnaire généralement ressenti.

Comme les primes de départ, les mutations et les pré-retraites s'inscrivent dans une STRATEGIE DE LA DIVISION. La C.G.T. est chauvine et réactionnaire ("vivre et travailler au pays", "produisons français"), c'est pourquoi, d'une part, elle est la seule à avoir dit non aux mutations et à ne pas signer la convention sociale ; d'autre part, comme nous le disons plus haut, pour apparaître plus "radicale" que les autres syndicats afin de se couper le moins possible de ce qui subsiste de révolte à la base. Le véritable problème n'est pas de dire non aux mutations pour "continuer à vivre et travailler au pays" et "produire français" mais de les refuser en tant que divisant des prolétaires ayant mené (et pouvant mener) une lutte révolutionnaire contre le capital, de les refuser POUR REUNIFIER LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE.

(1) notamment à LONGWY, en tant que phénomène touchant de larges masses

La lutte révolutionnaire du premier semestre 79 a permis de faire apparaître DANS TOUTE SA CLARTE le caractère oppressif et répressif, inhumain, de la société bourgeoise, le caractère misérable et inhumain de la condition de prolétaire, la réalité hiérarchique, réactionnaire et répressive des syndicats. Il ne s'agit donc pas de refuser d'être prolétaire, exploité, AILLEURS, DANS UN AUTRE LIEU, et d'accepter de l'être SUR PLACE, mais de refuser la condition même de prolétaire (et la pré-retraite et le chômage sont aussi la continuation de cette condition misérable et inhumaine de prolétaire), de syndiqué (auto-organisation à la base, boycott des syndicats), la condition d'esclave du capital et de la marchandise.

IL S'AGIT EN FAIT DE REFUSER L'ESCLAVAGE, LA SERVITUDE.



ESCLAVES SATISFAITS DE LEUR SERVITUDE

Nous pouvons remarquer ici la froide détermination d'esclaves à RESTER esclaves. Les chaînes SYMBOLIQUES auxquelles ils se sont attachés ne sont là que pour montrer caricaturalement l'attachement qu'ils éprouvent pour le travail à la chaîne et leur esclavage, eux bien REELS.

Au cours du premier semestre 79, le pouvoir a eu PEUR de la révolte ARMEE et n'a pas OSE y répliquer de manière ARMEE dans la crainte de provoquer une situation IRREVERSIBLE, l'insurrection des régions du nord, voire l'insurrection générale. Cela prouve la FORCE actuelle du mouvement prolétarien français (notamment dans les régions du nord, s'il parvient à se REUNIFIER), la FAIBLESSE et la PEUR du pouvoir face à ce mouvement. Cela prouve que le mouvement révolutionnaire est dans un moment FAVORABLE et peut l'utiliser pour essayer de remporter la VICTOIRE DECISIVE : la suppression du capitalisme.

Au cours du premier semestre 79, les syndicats ont été IMPUISSANTS à contrôler et endiguer la révolte contre le système capitaliste, contre la marchandise, ils ont été débordés et boycottés.

AUJOURD'HUI CES MEMES SYNDICATS SONT COMPLICES DU POUVOIR, DE SES MANOEUVRES DE SABOTAGE, DE CONFUSION ET DE DIVISION.

La TACTIQUE du pouvoir a été d'amener les prolétaires sur SON TERRAIN, le terrain réformiste et marchand, en essayant de leur faire accepter SES SOLUTIONS (on peut affirmer à ce propos qu'il a déjà PARTIELLEMENT réussi mais que ce processus n'est pas irréversible).

Sa STRATEGIE est de les maintenir SUR CE TERRAIN et de leur faire accepter SES SOLUTIONS (son plan et ses manoeuvres de division) de les réduire à se reconnaître comme ESCLAVES SOUMIS à la logique du capital et de la marchandise, à se reconnaître en tant que MARCHANDISES, et à ne voir de solution que MARCHANDE.

VOILA QUEL EST SON BUT. VOILA QUELLE PEUT ETRE SA VICTOIRE.

L'intérêt du pouvoir est de GAGNER DU TEMPS et de l'utiliser à désamorcer PAR TOUS LES MOYENS tout risque de reprise de la lutte révolutionnaire (clairsemer le nombre des prolétaires révoltés, les séparer en différentes catégories -pré-retraites, mutations, départs "volontaires"-échelonner ses "solutions" dans le temps, les disséminer dans l'espace, vigilance et présence des syndicats à des fins de contrôle et de manipulation, etc.).

Au contraire, LE VERITABLE INTERET de tous les ouvriers et de tous les éléments prolétariés des populations concernées, de tous les révolutionnaires, EST DE NE PAS PERDRE DE TEMPS, de refuser le terrain et les solutions du pouvoir, ses tromperies et ses manoeuvres de confusion et de division, les objectifs des syndicats, de s'unir et continuer la lutte révolutionnaire. Car c'est de leurs conquêtes, de leur ténacité et du succès de leur lutte (seule une reprise intensifiée du processus insurrectionnel du début de l'année 79 peut permettre une GENERALISATION de la révolte armée, qu'elle fasse tâche d'huile) que dépend en ce moment le succès, la victoire possible du prolétariat français. Que la révolution française éclate et soit victorieuse, c'est le début de la révolution européenne. Et vu l'unification capitaliste si avancée de la planète, le mouvement révolutionnaire mondial ne pourrait qu'être électrisé par un tel processus.

L'intérêt des prolétaires révolutionnaires des régions du nord est d'imiter l'exemple du premier semestre 79, de refuser toutes les solutions misérables du pouvoir et des syndicats, de ne pas se laisser duper et manipuler, de ne pas obéir à la logique capitaliste, au plan de l'Etat et des patrons, au plan de nos exploités et de nos oppresseurs, aux mots d'ordre défaitistes et hypocrites des syndicats leurs complices.

Les prolétaires des régions du nord et le prolétariat français peuvent utiliser le moment favorable. Il s'agit de mettre à profit les difficultés économiques de nos exploités et de nos oppresseurs pour les renverser, eux et leur Etat, et leur substituer le règne de la liberté totale, le pouvoir absolu des Assemblées Autonomes d'ex-prolétaires. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir de cette aliénation et de cette misère, de cet esclavage où nous patageons. Il n'y a pas d'autre moyen de conquérir le nouveau monde, un monde riche et libre, le monde de la liberté totale, absolue.

Prolétaires des régions du nord !

Ces mêmes "socialistes" et "communistes", ces mêmes syndicats, qui ces dernières années et aujourd'hui encore font office de souteneurs du gouvernement, qui chaque jour pendant les derniers mois vous ont endormis avec les mots creux de "défense de l'emploi", "défense des bassins sidérurgiques", qui, pendant des mois avant les élections de 78 nous ont intoxiqués avec les mots de "gouvernement populaire" et d'"union de la gauche", de parlementarisation et autres fariboles, mettent à présent tout en oeuvre pour vous diviser et affaiblir votre lutte, pour briser le mouvement.

Chômeurs et futurs chômeurs, pré-retraités, mutés, éléments prolétariés de la population par contre-coup concernés, jeunes et futurs travailleurs : tous prolétaires ! Ne vous laissez pas DIVISER ! Votre VERITABLE INTERET est identique, votre esclavage et votre misère les mêmes. Prenez conscience de la FORCE de votre lutte UNITAIRE du premier semestre 79.

SEULEMENT SUR LA BASE D'UNE ACTION REVOLUTIONNAIRE NOUVELLE VOUS POUVEZ RETROUVER LE CHEMIN DE L'UNITE.

Ne vous laissez pas UTILISER les uns contre les autres par l'acceptation de votre DIVISION et le COMPARTIMENTAGE de la lutte, avalisés par TOUS les syndicats (C.G.T. et C.F.D.T. Longwy compris). La C.G.T. et la C.F.D.T. Longwy n'ont refusé la CONVENTION SOCIALE que pour mieux essayer de RECUPERER ce qui subsiste de révolte, pour mieux tenter de l'orienter vers leurs objectifs REFORMISTES en donnant l'illusion d'être plus "combatives" et "révolutionnaires" que les autres syndicats. Ces syndicats, par leurs mots d'ordre réformistes et défaitistes, par leurs analyses fausses et leur propagande mensongère, essaient d'organiser LA DEFAITE DU PROLETARIAT.

Prolétaires révoltés !

Réunifiez-vous ! Car vous êtes porteurs du PRINCIPE de la liberté. Car vous êtes le MOUVEMENT DE LA LIBERTE. Une époque nouvelle s'est levée : l'époque des insurrections. C'est vous qui l'avez inaugurée et vos précédentes actions ont failli engendrer une révolution : continuez la lutte révolutionnaire !

PROLETAIRES DES REGIONS DU NORD ! NE VOUS LAISSEZ PAS ARRETER LA. LE POUVOIR ET SES ALLIES FONT TOUT POUR VOUS MENER A LA DEFAITE. VOTRE INTERET, COMME CELUI DU PROLETARIAT ENTIER, EST DE REJETER LEURS SOLUTIONS, DE CONTINUER LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE ET DE VAINCRE.

A BAS LES MANOEUVRES DE DIVISION DU POUVOIR ET DES SYNDICATS !
VIVENT TOUS LES PROLETAIRES QUI, COMME A BELFORT OU AILLEURS,
DECHIRENT LES CARTES DES SYNDICATS ET DES PARTIS DE GAUCHE !
VIVENT LA SOLIDARITE ET L'UNITE DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE !
VIVE LE POUVOIR ABSOLU DES ASSEMBLEES AUTONOMES D'EX-PROLETAIRES !
VIVE LE REGNE DE LA LIBERTE TOTALE, ABSOLUE !

NOVEMBRE 79 (REMANIÉ EN JANVIER 80.)

DU ROLE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DES SYNDICATS ET DES PARTIS DE GAUCHE.

Si la violence n'est pas "inspirée" selon le mot de M. BARRE, elle n'est pas davantage contrôlée. Le plus grave danger est là : les corps intermédiaires sont impuissants (A). Aucun parti n'a prise sur les désordres actuels. Et ni F.O., ni la C.F.D.T., qui prônent le calme et la négociation, ne peuvent dissuader leurs propres troupes de participer, sur place, aux opérations de commandos.

Valeurs actuelles (12 au 18 mars 79).

A l'émission "cartes sur table" d'Antenne 2, le 5 mars, M. BARRE s'est félicité de ce que "certains syndicats fassent preuve de beaucoup de prudence et de beaucoup de maturité politique". Le compliment s'adressait sans doute à Force Ouvrière dont la modération ne se dément pas. M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a pû également le prendre pour lui. On a de plus en plus conscience dans les milieux gouvernementaux du rôle majeur que peut exercer la C.F.D.T. dans les mois à venir. M. Robert BOULIN, ministre du travail, paraît très soucieux de donner des gages à la centrale de M. MAIRE.

Valeurs actuelles (12 au 18 mars 79).

Comme TONDON, les responsables syndicaux locaux, à Longwy, à Valenciennes, ou à Saint-Nazaire, disent qu'ils n'ont plus la maîtrise de leurs troupes.

Les autres leaders -C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., C.F.T.C.- malgré leurs divergences politiques, cherchent de la même manière à canaliser le mouvement. Cette volonté de "calmer le jeu" est manifeste.

L'Express (3 - 9 mars 79).

Le P.C. continue de se vouloir révolutionnaire. En fait, on le sait bénéficiaire des désordres gauchistes (1) plus qu'il n'en est l'inspirateur. Car ceux-ci lui échappent, comme à la C.G.T.

Valeurs actuelles (12 au 18 mars 79).

C'est le maire Antoine PORCU (2), qui a évité au milieu des injures des manifestants surexcités (3), l'affrontement entre les gardes mobiles et les sidérurgistes. Même si des traces de balles sont relevées, plus tard, sur la façade du commissariat.

L'Express (3 - 9 mars 79).

L'Intersyndicale explique au sous-préfet : "Nous ne tenons plus nos gars. Prenez vos responsabilités : si les forces de police ne décampent pas nous ne répondons de rien."

Le Matin (26 février 79).

(1) Lire : des désordres prolétariens.

(2) Le maire stalinien de Longwy.

(3) notamment : "récupérateur !".

(A) les passages soulignés le sont par nous.

Antoine PORCU arrive. Sa voiture sono est secouée. Il hurle : "c'est la voiture de la Mairie !". Il prend le micro : "la lutte doit se passer dans les usines. Non à l'affrontement". Les premiers rangs "Si, Si !", PORCU "Non, non". Il se fait huer "PORCU, vendu!". "Non à la récupération !". Agressif il s'adresse aux premiers rangs : "Pourquoi ces visages masqués ?". Réponse : "C'est pas toi qui prend les lacrymos!".

Libération (26 février 79).

LE MENSONGE ET LA CALOMNIE.

Une des premières constatations à faire au sujet des luttes à LONGWY, c'est qu'il n'y a eu aucune action en dehors des syndicats. Tout s'est fait soit à l'initiative de la C.F.D.T., soit à l'initiative de la C.G.T.

L'Insurgé du crassier N°2. Journal de l'U.I.S. C.F.D.T. LONGWY.

Il s'agit d'une pincée d'individus assez troubles auxquels se sont mêlés quelques travailleurs abusés.

Déclaration du Maire stalinien de LONGWY, Antoine PORCU, à propos des participants à l'émeute du 1er mai à LONGWY.

LA RECUPERATION DOSEE ET LES CONTRADICTIONS DE LA GAUCHE.

La violence fait partie de la stratégie communiste. Seule exclusive : les communistes ne peuvent pas cautionner le tir à la carabine.

Déclaration de G. MARCHAIS suite à l'insurrection de DENAIN.

Valeurs actuelles (19 au 25 mars 79).

La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent les travailleurs à riposter dans toutes les entreprises et établissements par des rassemblements et prises de parole, ainsi que par des arrêts de travail dans la plus large unité de leurs organisations.

Elles ne fondent pas leur stratégie sur la violence, mais sur l'action de masse et la négociation.

L'action de masse est en effet le moyen d'imposer les négociations et les solutions conformes aux intérêts des travailleurs.

L'Humanité (Jeudi 8 mars 79).

L'AVANT-GARDE DE LA RECUPERATION.

Tout le combat passé des militants adhérents et sympathisants de la C.F.D.T. LONGWY a eu comme ligne une authentique autonomie ouvrière à la base et de classe face aux forces gouvernementales et patronales, mais aussi vis à vis des organisations syndicales et politiques de gauche qui versent dans le réformisme, la bureaucratie, ou exercent une hégémonie telle sur la classe ouvrière qu'elles confisquent au profit du sommet le pouvoir des travailleurs à la base.

L'Insurgé du crassier N° 1.

DES INSURRECTIONS.

LONGWY et la nuit du 23 au 24 Février 79.

"Les sidérurgistes ont envahi l'émetteur TDF, d'où ils diffusent des émissions pirates. Délogés par les forces de l'ordre, ils vont prendre d'assaut le commissariat de police de la ville. Sur la façade, quand la bataille prendra fin, on relèvera plusieurs impacts de balles de 22 long rifle.

Le Point (5 au 11 mars 79).

"(...) des traces de balles sont relevées, plus tard, sur la façade du commissariat".

L'Express (3 au 9 mars 79).

"LONGWY : une ville insurgée. Le commissariat de police assiégé. L'union métallurgique mise à sac."

La Dépêche (25 Février 79).

"La population ne croit plus aux promesses. Elle a réagi dans la nuit du 23 au 24 Février avec une violence sans précédent dans la région. Il y a deux mois encore, pratiquement personne n'avait jamais fait grève. Or ce samedi, des ouvriers, mais aussi des cadres, des ingénieurs, ont attaqué le commissariat de police local, avant de mettre à sac les bureaux de l'union métallurgique".

Valeurs actuelles (5 au 11 mars 79).

C'est alors que ça a commencé à flinguer. D'après plusieurs témoignages, on a tiré à la cartouche de chasse au moins vingt fois sur le portail. Il est certain que les détonations pouvaient se confondre avec celles des déflagrantes, que le portail défoncé par les projections de caillasses n'a pu m'apporter aucune preuve d'impact (les plombs peuvent être noyés dans l'emboutissage général). Mais ON A VU des types tirer, casser leur flingue pour recharger, un genou à terre.

En même temps, au moins deux tireurs armés de 22 long rifle dont une avec lunette, se sont mis en position en contrebas, le long de la rampe de l'avenue. Pour lors, j'ai vu les impacts sur la façade du commissariat, une dizaine, et 4 sur le portail. A l'intérieur même des locaux, deux impacts à hauteur d'homme en face d'une fenêtre de façade.

IL Y A PLUS GRAVE : deux inspecteurs, alertés à leur domicile, avaient décidé de faire le mur pour rejoindre leurs camarades assiégés. Ils passent par derrière, dans les taillis le long des remparts. Le claquement reconnaissable d'une balle de 22 long rifle a brisé des branches à moins d'un mètre d'eux. La volonté de tuer est évidente, compte-tenu de la position des deux tireurs identifiés qui ont tout bonnement raté leur coup.

L'intervention des gardes mobiles rappelés en toute hâte a vraisemblablement évité le pire.

Voilà les faits tels qu'ils m'ont été rapportés par des témoins dignes de foi.

Minute (7 au 13 mars 79).

DENAIN et les journées du 7 et 8 mars 79.

(...) cette manifestation prolongée tournant à l'insurrection.

Le Monde (9 mars 79).

Sept policiers atteints par des balles, à Denain, dans la nuit de mercredi. La violence insurrectionnelle se greffe sur la tension sociale.

Valeurs actuelles (12 au 18 mars 79).

La ville est en état d'insurrection.

Minute (14 au 20 mars 79).

Denain en état de siège. Plusieurs C.R.S. atteints par balles.

La Dépêche (8 mars 79).

Denain est en état de siège. Une trentaine de blessés parmi les manifestants. 18 h 45 : un C.R.S. en faction devant le commissariat a une manche et une chaussure trouées par balles. 3 heures plus tard quatre coups de carabine à air comprimé blessent aux jambes 4 gendarmes mobiles. Enfin, à 22h 30, plusieurs balles de 22 long rifle atteignent également aux jambes 6 C.R.S. (1).

Dans la nuit, les forces de l'ordre interpellent deux hommes armés de carabines de chasse de 12 mm. Ce sont 2 ouvriers -non sidérurgistes- de la région, agés de 32 et 40 ans.

Le Point (12 - 18 mars 79).

Les deux manifestants arrêtés mercredi soir lors des affrontements ont été inculpés de " participation. à un attroupement avec armes apparentes ou cachées" et écroués à la maison d'arrêt de Valenciennes. L'un d'eux était porteur d'une carabine 12 mm.

La Dépêche (9 mars 79).

Je rappelle en outre que 11 membres des forces de l'ordre ont été blessés par balles au cours des récentes manifestations.

Déclaration de R. BARRE. Le Figaro magazine (17 mars 79).

Oui, c'est une insurrection ouvrière (...).

la rédaction du Matin.

"Ca finira mal de toutes façons. Nous sortirons les fusils de chasse."

propos d'ouvriers recueillis par
Le Matin. (8 mars 79)

(1) (erreur ? Falsification ? D'autres journalistes ou responsables déclareront qu'il y a eu entre 7 et 11 C.R.S. blessés, dont plusieurs dans le dos).

(au cours de l'insurrection).

Un tract circule, signé de l'Intersyndicale : "les travailleurs sont appelés à entrer immédiatement dans l'entreprise pour l'occuper." Un manifestant déclare : "Occuper quoi ? Il n'y a personne à l'usine. A quoi ça sert ? Nous restons ici."

22h 30 environ. Dans la rue de Villiers, grande rue autour de laquelle s'ordonne toute la ville, un petit groupe se met en quête d'armes : "ils sont armés, pas nous" lancent ils en passant. L'armurerie de la ville est visitée, mais depuis le matin, carabines et fusils ont été évacués. Pourtant un demi-heure plus tard, trois d'entre eux repassent devant moi avec des carabines et s'enfoncent en direction de la plateforme de la cafétéria, personne ne songe à les arrêter. Certains se regardent en silence. Quelques minutes plus tard : des coups de feu éclatent. Un C.R.S. s'écroule: la balle a ricoché sur l'asphalte et pénètre dans la jambe. Dans les minutes qui suivent, six autres sont touchés à leur tour, blessés aux jambes ou dans le dos.

Libération (9 mars 1979).

Deux jeunes fendent les groupes à grands pas. C'est tout juste si dans l'obscurité on devine leur carabine et leur pistolet. Ils ne disent rien mais leurs pas parlent pour eux. En quelques instants, ils sont déjà devant, au bout du no man's land de la rue de Villiers.

Libération (9 mars 1979).

A PROPOS DE LA C.G.T. ET DE SA PRATIQUE POLICIERE.

LONGWY

Quant à la Fédération de police C.G.T. elle a tenu à exprimer sa solidarité aux policiers du commissariat de LONGWY.

Libération (26 Février 79).

PARIS

Les membres du S.O. P.C.-C.G.T. procèdent à plusieurs contrôles d'identité de manifestants, ainsi qu'ils l'ont déjà fait après les premiers incidents place de la République, et dès le début du "baston" sur le boulevard des Italiens. Des manifestants avaient été molestés, soit directement remis aux forces de l'ordre par des militants arborant la faveur rose du S.O.-C.G.T.

Libération(26 Mars 79).

Le cortège continue sa progression boulevard Jean Jaurès. Un slogan fait fortune : "Longwy, Denain, nous montrent le chemin". Ce n'est pas du goût des militants P.C. de la section du 19e venus accueillir les manifestants appelés par la C.G.T. et qui voient débouler cette manif conduite par la C.F.D.T. et des éléments dits "inorganisés", jeunes, lycéens ou chômeurs, des "autonomes" en quelque sorte.

Les incidents vont se multiplier jusqu'à ce que la tête du cortège tourne délibérément dans une rue transversale pour éviter de passer devant le siège de la C.G.T. pavoisé en l'honneur des manifestants. Le S.O. officiel en profite pour se couper de ses hôtes indésirables et continue tout droit. Les deux cortèges contournent la gare de l'Est, chacun de son côté. La jonction se refait peu avant l'arrivée place de la République, la C.F.D.T. toujours devant. Une surprise les attend : un important service d'ordre C.G.T. barre totalement l'avenue et empêche les sidérurgistes C.F.D.T. et ceux qui se sont joints à eux, de pénétrer sur place.

Un premier cordon de S.O. est enfoncé sans coup férir. Le deuxième cordon mis en place par la C.G.T. provoque la colère et l'indignation des sidérurgistes de tous bords. Coups de poings, coups de pied. Grande est la stupéfaction des membres du S.O. C.G.T. qui attendaient des "éléments extérieurs" et s'aperçoivent qu'ils tapent sur d'authentiques sidérurgistes. Ce qui provoque de curieux dialogues. Un membre du S.O. C.G.T. : "Qui c'est les mecs avec des casques blancs là-bas ?" Un manifestant : "Des sidérurgistes de Longwy, c'est leur casques de travail. Aujourd'hui c'est une manif de sidérurgistes, mon pote, ton syndicat t'as pas prévenu ?".

Libération (24-25 Mars 79).

BELFORT (durant la grève d'Alsthom)

La C.G.T. dénonce à la police des ouvriers qui avaient stocké du matériel de guérilla (bombes artisanales, etc...) en vue d'empêcher l'évacuation de l'usine par les forces de l'ordre. Vaste mouvement anti-cégétiste, cartes déchirées, menaces de représailles, insultes.

DANS QUEL MOMENT HISTORIQUE S'INSERENT LES MILLIERS DE LICENCIEMENTS.

PREVISIONS. Crise : de mal en pis pour 1980.

Ca va aller de mal en pis... La crise était déjà profonde, et bien rien n'y fera, elle s'approfondira. Ce sont les experts de la Commission Européenne de Bruxelles qui l'assurent. Ces sérieux messieurs qui n'ont aucun intérêt à jouer les apprentis-sorciers ont dressé il y a peu un tableau particulièrement pessimiste de la conjoncture économique pour 1980. Qu'on en juge : la croissance aura atteint 3,1 % de moyenne communautaire en 1979, chiffre déjà bien bas, elle sera de 2 % l'année prochaine : le chômage était passé de 5,5 % en 1978 à 5,6 % en 1979, un quasi record, il grimpera à 6,2 % en 1980. La hausse des prix à la consommation qui approche les 7 % atteindra les 9 %...

Notre cher pays, sous la direction vraisemblable d'un nouveau premier ministre, n'en héritera pas moins du leg du "meilleur économiste de France" : la croissance qui s'élèvera un peu au-dessus de la moyenne européenne avec 2,25 % n'empêchera pas par contre le chômage avec 6,8 % de franchir le pourcentage prévu pour l'ensemble des pays membres de la communauté, ni l'inflation avec ses 9,5 % de placer Paris bien avant Bonn qui espère au contraire la faire baisser à 3,5 % ou 4 % en 1980. Rajoutez un déficit des paiements courants évalué à 5 milliards de Francs, et le fait que ces prévisions ne tiennent pas compte des effets du nouveau "choc pétrolier" en cours depuis la nouvelle vague de hausse du "brut" et vous aurez une idée des difficultés à venir. La Commission Européenne qui connaît son affaire s'inquiète des effets de ses prévisions sur la situation monétaire, déjà préoccupante, et sur le recul probable de la consommation. Vous êtes avertis : le pouvoir d'achat qui a baissé de 1 à 2 % cette année baissera encore...

Libération(fin 79)

DIFFUSION LIMITEE-A FAIRE CIRCULER ET DISCUTER,REPRODUIRE SI POSSIBLE.

INTRODUCTION

A

"L'ADRESSE AUX TRAVAILLEURS"

ET AU

DETOURNEMENT DE LA C.G.T.-REIMS

"L'ADRESSE AUX TRAVAILLEURS" actuelle est la partie principale du tract qui fut distribué à plusieurs milliers d'exemplaires à Paris et à Reims suite à la fusillade qui fit un mort et plusieurs blessés parmi les membres du piquet de grève mis en place par les travailleurs révoltés des V.M.C. à Reims. En raison d'un remaniement ultérieur supprimant certaines incohérences et inexactitudes de détail-surtout dues à des défauts d'information qui en gênaient l'intelligibilité-le tract originel n'est pas reproduit intégralement. Mais son sens et son contenu ESSENTIELS demeurent. Sa pertinence critique et l'intelligence révolutionnaire du moment déterminant qu'il analysait subsistent également. Ce texte expose les données réelles de la guerre de classes qui se déroulait alors. Il permet de dévoiler la manoeuvre de la fraction de droite de l'Etat et de dénoncer le mensonge de sa fraction de gauche, de dénoncer le mythe du fascisme, le spectre du faux "PERIL FASCISTE" que la gauche, les syndicats et leurs suiveurs gauchistes, ont immédiatement brandi à seule fin de jeter la confusion parmi les travailleurs révoltés et de maintenir l'ordre. Il s'agissait, pour les uns, de riposter au niveau local à une révolte ouvrière d'ampleur en l'écrasant dans le sang et simultanément de produire une répression EXEMPLAIRE au niveau national face à la montée de la subversion prolétarienne. Et pour les autres, d'achever de briser la révolte qui venait d'avoir lieu et continuait, après la fusillade, de freiner l'OFFENSIVE des luttes prolétariennes en général en appelant les travailleurs à se défendre et à rester vigilants face au fantôme "FERIL FASCISTE". Ce texte est l'exemple d'une compréhension IMMEDIATE du jeu des forces historiques alors en présence (malgré des obstacles imprévus, humains et matériels, qui retardèrent malheureusement son impression et sa diffusion, ses thèses essentielles furent écrites très peu de temps après la fusillade). Alors que les fractions gauchistes appelaient piteusement à l'"auto-défense du prolétariat", et que certains éléments parmi les plus extrémistes d'alors se laissaient abuser par l'ORGANISATION DE L'APPARENCE en ne voyant dans cet événement que "réglement de comptes entre syndicats", nous faisons ressortir clairement le sens du TERRORISME du pouvoir et du spectre du faux "FERIL FASCISTE" en démasquant sans ambiguïté les ennemis du prolétariat et en tirant les conclusions qui s'imposaient.

Le détournement de la C.G.T.-Reims fut diffusé à quelques centaines d'exemplaires sous forme d'affiches dans la ville de Reims les 11, 12, 13 juin 78. Il avait pour but de reformuler et renforcer la critique du TERRORISME D'ETAT et du rôle mystificateur et contre-révolutionnaire que la gauche et surtout la C.G.T. avaient joué dans le conflit des V.M.C. à Reims. Nous avons choisi de détourner le sigle de la C.G.T. et de nous exprimer en son nom pour lui faire dire ce qu'elle ne peut pas-et n'ose pas-dire OUVRETEMENT mais pourtant pense TOUT BAS et exprime par SES ACTES. Nous pensons que les bureaucrates cégétistes ont dû se reconnaître secrètement dans les formulations essentielles de ce texte, tout en le désavouant bien sûr-publiciquement, car exprimant avec trop de clarté et de précision les RAISONS OCCULTES de leurs agissements publics. Car c'est bien d'eux qu'il traite PRINCIPALEMENT, d'eux et de leur IDEOLOGIE, de leur réalité ESSENTIELLE. De toutes façons nous souhaitons qu'il ait eu large audience et COMPREHENSION auprès d'autres lecteurs que les mystificateurs stali-niens et de gauche, notamment auprès de tous les prolétaires intéressés ou concernés de près ou de loin-par le sens de ce conflit et les agissements de la C.G.T., auprès des révolutionnaires (nous savons notamment qu'il a reçu un accueil très favorable en librairie, où il a été diffusé partiellement-le collage et autres moyens de diffusion ne permettant pas de vérifier les différentes réactions qu'il a pu provoquer).

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS

Enfin la vérité dans une ténébreuse affaire

SINISTRE FETE BOURGEOISE A REIMS

OU LE CHAMPAGNE COULE EN NAFFES DE SANG.

Le 5 juin, un évènement considérable survenait, frappant de stupeur le prolétariat français: l'ennemi bourgeois-par l'intermédiaire d'hommes de main- a ouvert le feu sur les ouvriers des Verreries Mécaniques Champenoises de Reims. Ceci afin d'essayer de freiner et briser la totalité des luttes révolutionnaires des travailleurs.

C'est parce que les luttes avaient atteint à REIMS et dans la FRANCE entière un point jugé dangereux par l'Etat que celui-ci a employé le TERRORISME afin d'intimider et de désorienter-de traumatiser- un prolétariat décidément trop déterminé et combatif et de l'amener à suivre dans la soumission les mots d'ordre de la racaille de gauche qui a eu, à Reims, l'outrecuidance d'appeler à la reprise immédiate du travail après l'horreur et la colère suscités par un tel acte, essuyant de la part des travailleurs des insultes méritées.

La manoeuvre de la fraction de droite du pouvoir consistant à utiliser le terrorisme "FASCISTE"-appartenance des tireurs au S.A.C. et à la C.F.T.-et, à partir de là, la mise en scène par sa fraction de gauche au niveau local et national d'un faux "PERIL FASCISTE", sont destinées à désamorcer tout risque de riposte envers l'ennemi REEL (la bourgeoisie et son Etat), permettent de monopoliser l'attention et de canaliser la révolte sur des BOUCS EMISSAIRES que les mystificateurs syndicaux et de gauche dénoncent comme l'ennemi à abattre DANS LA LEGALITE (dissolution des milices patronales et des organisations para-fascistes), alors que le véritable problème est bien plutôt d'abattre ces pseudo-représentants du prolétariat et leurs alliés PAR LA REVOLUTION.

LA GAUCHE C'EST LA CAROTTE , LA DROITE LE BATON

Face à la montée menaçante du mouvement de subversion prolétarienne, le pouvoir est CONTRAINT d'organiser la mise en scène de la montée de la gauche (et de sa victoire quasi-certaine en 78) comme fausse promesse de satisfaction à l'insatisfaction réelle des travailleurs, et donc, parallèlement, CONTRAINT de mentir sur sa propre faiblesse qu'il met également en scène en tant qu'opposition "violente" et spectaculaire entre une gauche ascendante et puissante et une droite faible et défaillante (I).

(I) Six mois plus tard on assistait à un renversement complet sur la scène électorale: une gauche subitement désunie, confuse et affaiblie et, parallèlement, une droite se ressaisissant pour la "victoire finale". (note de 1980).

La fausse lutte de la droite et de la gauche-en tant qu'affrontement pour la meilleure gestion de l'économie bourgeoise-est en même temps réelle. Alors qu'elle appartient en fait à l'unité de l'oppression, elle est présentée comme la contradiction essentielle par la propagande étatique qui cache par ce moyen la lutte fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat.

La gauche et les syndicats masquent l'insatisfaction réelle des prolétaires-portant essentiellement sur leur aliénation, leur non-liberté, c.a.d. la misère, l'exploitation, l'esclavage salarié, la réification, l'horreur de ce monde marchand répressif et policier-et cantonnent leurs revendications à quelques réformes, à de simples augmentations de salaire et revendications économiques. Dès qu'ils s'avisent d'excéder ce simple TERRAIN REFORMISTE, qu'ils deviennent HUMAINS par leur révolte radicale contre le capitalisme, dès qu'ils refusent-même momentanément-d'être plus longtemps réduits au statut de vulgaires marchandises, d'esclaves soumis à la logique marchande, la gauche et les syndicats prennent peur. Ils appellent au calme, à la reprise du travail, agitent le spectre du faux "PERIL FASCISTE", contiennent et répriment par ce biais le mouvement en utilisant le MENSONGE et la RUSE.

La gauche et les syndicats utilisent le mensonge du "PERIL FASCISTE" pour occulter l'excès de la riposte bourgeoise à la révolte des travailleurs. Cachant les véritables raisons des actes de la bourgeoisie et oeuvrant pour sauvegarder le monde bourgeois, ils deviennent VISIBLEMENT ses complices.

L'ennemi immédiat du prolétariat est aujourd'hui la pseudo-union de la gauche qui use du faux "PERIL FASCISTE" pour détourner les travailleurs de leur ennemi réel: l'Etat bourgeois.

L'excès de faiblesse a porté la bourgeoisie française sur le terrain de l'excès terroriste, c'est pourquoi celle-ci commence à comprendre que sa seule possibilité de sortir d'une agonie sans fin passe par le risque de la fin immédiate de cette agonie. C'est ainsi que la fraction de droite de l'Etat a dû utiliser la RUSE du TERRORISME "FASCISTE" et sa fraction de gauche le MENSONGE du faux "PERIL FASCISTE" dans le but de rendre possible et de masquer son offensive contre le péril véritable: le prolétariat révolté. De plus, l'acte par lequel la bourgeoisie tente de conjurer la guerre civile est en réalité son premier acte de guerre civile contre le prolétariat. IL NE S'AGIT DONC PLUS POUR LE PROLETARIAT DE L'EVITER OU DE LA COMMENCER, MAIS AU CONTRAIRE DE RIPOSER A LA PREMIERE OCCASION, DE LA CONTINUER ET DE VAINCRE. Et celui-ci a déjà commencé à comprendre à la lumière de nombreuses luttes que ce n'est pas par la violence PARTIELLE qu'il peut vaincre, mais par l'auto-gestion TOTALE de la violence révolutionnaire et l'armement général des travailleurs organisés en Assemblées Autonomes.

A BAS L'ETAT, L'ENNEMI DE DROITE ET DE GAUCHE!

A BAS LE SALARIAT!

VIVE L'AUTOGESTION TOTALE DE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE!

VIVE LE POUVOIR ABSOLU DES ASSEMBLEES AUTONOMES D'EX-TRAVAILLEURS!

DES REVOLUTIONNAIRES. JUIN 1977.

FETEZ L'ANNIVERSAIRE D'UNE GRANDE VICTOIRE

EN QUOI ET POUR QUELLES RAISONS NOS MILITANTS S'OPPOSERONT AUX TRAVAILLEURS.

Dans les moments les plus graves et les plus dangereux nos militants ont été d'un sang froid exemplaire (2) et à tous points de vue excellents : Non seulement pour s'opposer activement et résolument aux exaltés qui en appelaient à la « vengeance » (sans d'ailleurs trop savoir - et heureusement pour nous - sur qui exactement exercer cette « vengeance »), mais aussi pour ne désigner rapidement que les simples exécutants de cette riposte sanglante, répétant inlassablement qu'on ne devrait pas répondre à cette provocation « fasciste », à la violence par la violence, empêchant par là même que ces ouvriers puissent s'en prendre indistinctement à tous les représentants de l'ordre établi et du pouvoir économique.

Ayons à leur charge - et bien qu'ils y aient été pratiquement contraints face à la provocation policière - que les ouvriers des VMC furent vandales et délinquants. Vandales, car démolissant les machines répressives (les gardes mobiles). Délinquants, puisque pour ce faire ils sont sortis de la légalité. Et si beaucoup de travailleurs soutiennent que c'est la moindre des choses qu'ils puissent produire dans le déroulement de leurs luttes, nous vous disons, nous, syndicalistes, que c'est la pire des choses.

Que lorsqu'ils ne parviennent pas, sous notre direction avisée, à construire une action de masse organisée et mesurée, mais en viennent au vandalisme et à la délinquance, se mettant de facto hors-la-loi, on ne peut leur répondre que par la violence et non par la satisfaction de leurs légitimes revendications. Aussi ne faut-il pas qu'ils s'étonnent que la bourgeoisie ait réagi en se plaçant sur ce même terrain de l'illégalité, au moment de la fusillade, afin de produire une répression exemplaire.

OÙ L'ON VOIT PAR QUELLES METHODES NOUS AVONS OBTENU LA REPRISE DU TRAVAIL.

Pour en venir enfin à ce moment crucial de la reprise du travail, il nous faut reconnaître que celui-ci n'a pas été non plus dénué d'imprévu et de difficultés. Car au moment où la direction - suite à la gravité des événements et dans le souci - pour une fois louable - de ne pas les envahir davantage - cédait enfin sur une partie des revendications, surtout grâce à l'extrême vivacité d'esprit de nos militants qui, sans perdre de temps, s'étaient assis à la table des négociations, voilà que nos ouvriers semblaient ne pas tenir compte de cette victoire et refusent catégoriquement nos injonctions à reprendre le travail. Rendus comme éraillés par ces propositions pourrissant si logiques, ils nous insultent, huèrent, sifflèrent, nous accusant en somme d'accepter la reddition du mouvement contre la satisfaction de quelques misérables revendications. Mais il était à notre sens nécessaire, pour eux comme pour nous, de ne pas trop léser sur le « prix de la vie » dans un moment où nous avions failli la perdre. Aussi que ces jusqu'au-boutistes aient à leur tour essayé nos insultes, ne doit pas surprendre. Ils réussirent finalement à nous imposer la reconduction de la grève. Nous avons donc été contraints de nous incliner devant la volonté des travailleurs. Mais leur indignation et leur détermination ne durèrent heureusement que peu de temps. Car sous les coups conjugués des obèses à grand spectacle et le déploiement de notre force pacifiste, ce mouvement encore vigoureux la veille s'estompait le lendemain comme par enchantement. C'est à ce moment que notre succès - qui allait se concrétiser pleinement le 13 juin, jour de la reprise générale et définitive du travail - put être considéré comme acquis et constituer réellement pour nous tous, travailleurs, une grande victoire.

13 JUN 1977/13 JUN 1978.

A l'occasion de cet anniversaire, nous vous appelons, travailleurs, à vous réjouir avec nous de cette grande victoire - bien qu'elle ne soit pas décisive et puisse être à tout moment remise en cause - et de la fêter dans vos foyers, vos familles, avec vos amis, sur vos lieux de travail, de loisirs, en gardant présente à l'esprit cette vérité que sans notre présence éclairée qui sait où aujourd'hui serait passée la baraque : sans doute par grand fond, et peut-être nous avec.

EN QUEL SENS NOUS NE SOMMES PAS LES ENNEMIS DE CE MONDE ET COMMENT NOUS AIMERIONS LE VOIR CHANGER.

Nous estimons nécessaire de dénoncer le ridicule et la mauvaise foi du pouvoir qui, à travers les déclarations de ses représentants les plus hauts placés (notamment le préfet de la Marine, l'Union Patronale de Reims, la direction de Citroën et jusqu'au Ministre de la Justice), a voulu nous présenter comme les meneurs et les propagateurs de la haine sociale, nous amalgamant à des fomenteurs de désordre dont nous ne nous pas la funeste existence, mais que nous avons toujours en fait - à Reims comme partout - résolument combattus. En effet quoique analysée avec lucidité notre action, pour le passé comme pour le présent - et notamment dans les événements qui nous préoccupent - ne peut manquer d'être frappée par cette évidence que nous avons été et sommes les partisans de la lutte pour la transformation lente et progressive de ce monde et les ennemis acharnés de tous ceux qui visent son renversement brutal, condamnant la violence d'où qu'elle vienne, travaillant inlassablement à réduire les injustices sociales, les inégalités économiques, travaillant en fait à réformer intelligemment ce système capitaliste dont nous ne contestons pas l'utilité et la nécessité, mais duquel nous critiquons, afin de le parfaire, la gravité de certaines insuffisances et incohérences. Et nous ne sommes pas les seuls à avoir entrepris cette immense et noble tâche, puisqu'il n'est pas jusqu'à un ministre ou un quelconque homme d'Etat qui n'en reconnaisse le bien fondé et n'œuvre - quoique souvent bien maladroitement - dans ce sens. Et si nous sommes si souvent en désaccord sur la façon de mener ces réformes, il faut en chercher l'origine dans les illusions de ces hommes du gouvernement ou du patronat qui chicanent sur des revendications de détail alors que c'est la totalité de notre monde qui est remise en cause. Car il faut bien que chacun reconnaisse, et le pouvoir en particulier, que l'enjeu auquel nous nous trouvons confrontés est désormais le suivant : ou bien nous reformons en profondeur ce monde qui pour tant de gens devient de plus en plus inacceptable dans tous ses aspects, dans la production comme dans la consommation, dans les transports comme dans les loisirs, etc... ou bien le pouvoir portera la responsabilité, à cause de son attitude bornée, de nous entraîner dans un bouleversement tel que notre action ne lui sera plus d'aucun secours, pas plus qu'il ne sera d'ailleurs celle de sa police et de son armée.

NOTES:

1) Entre autres en organisant un grandiose arrêt de travail de 5 minutes en fin de nuit, puisamment secondé au niveau local par les cloches du camarade titulaire de Stève et de Montrozier, appelant au débrayage dans le cadre de ces villes.
2) Nous pourrions dire à priori que même si ces milices étaient supportées officiellement, elles n'en combattaient pas moins à existentiellement. Qui sait ? L'Etat aura une réalité effective, il aura également besoin d'hommes de main distillés à des fins répressives. Ou il est inutile de vouloir abolir ces milices sans abolir ces autres milices patronales que sont la police et l'armée.
3) Nos militants, même après avoir essayé la fusillade, et quoique gravement blessés, se sont évertués immédiatement à calmer leurs camarades en colère, leur chantant l'Internationale - ce puissant hymne de combat - afin qu'ils n'en fissent aucun mais insistent dans la dignité, les appelant à laver le sang de cette dure déroute dans le courant victorieux d'une tranquille manifestation de masse.

C.G.T.